

17 septembre 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les efforts en faveur de l'enseignement supérieur, à Saclay le 17 septembre 2015.

Madame, messieurs les ministres,
Mesdames messieurs les parlementaires, élus,
Messieurs les présidents,
Mesdames, messieurs les étudiants.

Je fais donc ma rentrée universitaire.

Il fallait que je trouve un lieu d'excellence. Il y en avait beaucoup en France. Il fallait que je puisse être dans l'une des plus grandes universités d'Europe. Il n'y en avait pas forcément énormément en France, mais il y avait la vôtre. L'université de Paris Sud au cur de Paris Saclay.

Je voulais aussi que cette rentrée puisse avoir un caractère symbolique. Etre dans un campus qui va être demain celui de nombreux étudiants, des dizaines de milliers, mais également qui va être dans un projet scientifique urbain, dans le cadre du développement durable, c'est-à-dire un projet exemplaire.

Je viens devant vous, vous êtes des étudiants qui suivez des formations différentes, et c'est cela qui fait l'originalité de Paris Saclay et de votre université. Etre capable de faire vivre, travailler, rechercher des étudiants avec leurs enseignants, qui puissent ensemble participer à l'élévation du niveau scientifique de notre pays.

La France a besoin d'universités fortes, d'un système d'enseignement supérieur brillant. Non pas simplement pour poursuivre une tradition, on sait ce qu'ont représentés les universités dans l'histoire de la France. Non, c'est parce que c'est un enjeu décisif dans le cadre de la mondialisation, de la compétition, car elle est là aussi la compétition, dans les savoirs, les connaissances, les lieux d'excellence, les recherches. Si la France veut être à son meilleur niveau elle doit investir non seulement dans sa jeunesse, mais dans ses universités, dans ses écoles et dans son enseignement supérieur.

La jeunesse c'est la priorité de mon quinquennat. Vous allez me dire, cela devrait être la priorité de toute action publique, puisque c'est ce qui va permettre à notre pays d'avancer.

Pour traduire cette priorité il y a, bien sûr, l'école, dès le plus jeune âge, mais il y a aussi ce que nous devons donner comme perspective à tout jeune : de pouvoir accéder à une filière de formation d'excellence. Elle peut être générale, elle peut être professionnelle, elle peut être à un moment scolaire, mais elle doit être ouverte par ses universités à toutes les réussites.

Les universités ont connu depuis 20 ans des mutations considérables. D'abord il y a eu cette augmentation de la population étudiante et il y a eu aussi une recherche qui a été de plus en plus internationalisée et il y a eu le rapprochement des universités et des grandes écoles. Est arrivé aussi le numérique qui a bouleversé un certain nombre de conditions d'apprentissage. Et il y a eu, et cela n'allait pas de soi, la présence des entreprises au cur même des universités.

Alors nos universités doivent -même dans ce contexte qui a considérablement bouleversé leurs conditions d'existence et de fonctionnement- répondre toujours aux mêmes exigences. Ce que l'on attend de l'université c'est d'accueillir la démocratisation, c'est de transmettre des connaissances au niveau le plus élevé des savoirs, ce qui suppose des personnels enseignants de grande valeur. Ce que l'on attend de l'université et de l'enseignement supérieur c'est la recherche. Il ne peut pas y avoir d'université sans recherche, de recherche sans enseignement

recherche. Il ne peut pas y avoir d'université sans recherche, de recherche sans enseignement supérieur.

Alors nous sommes devant cette mutation et dans le même temps, pour des raisons démographiques mais aussi pour des raisons de volonté politique, il y a de plus en plus d'étudiants dans notre pays. Depuis trois ans, 150 000 étudiants de plus, ceux qui sont bons dans les calculs et je crois qu'ici c'est le lieu, ont fait valoir que 150 000 étudiants c'était 7 à 8 universités supplémentaires. S'ils font ce raisonnement-là c'est aussi pour aboutir à un calcul budgétaire £ mais pour laisser penser que cela devrait être également accompagné d'autant de moyens. D'une certaine façon c'est imparable.

Donc il y a de plus en plus d'étudiants et il y en aura toujours davantage. Ce que l'on demande à l'enseignement supérieur c'est non seulement d'accueillir ces étudiants sous différentes formes, des grandes écoles jusqu'à l'université, et en même temps de les faire réussir parce qu'à quoi servirait un système d'enseignement supérieur qui serait ouvert, qui verrait ses effectifs progresser, si au terme du parcours de chacune et de chacun d'entre vous, il n'y avait pas la réussite. La réussite sous toutes ses formes, le diplôme, mais également la réussite professionnelle, l'emploi, ou la réussite en termes universitaires, l'accès à un parcours de recherche. Donc il nous faut allier l'accueil quantitatif, la démocratisation, l'exigence d'une présence plus forte encore des jeunes dans l'enseignement supérieur et la qualité, et l'excellence. Mais restons sur une note positive, s'il y a de plus en plus d'étudiants c'est aussi parce que les jeunes font confiance à l'université, aux grandes écoles, à l'enseignement supérieur. Confiance dans le diplôme, qui doit conduire à l'emploi, confiance dans le savoir qui est dispensé, confiance dans les enseignants qui ici les accompagnent. Cette confiance elle est celle des étudiants français, elle est aussi celle des étudiants étrangers.

Il y en a 300 000 qui sont issus de tous les continents et qui sont inscrits dans l'enseignement supérieur français. Ce qui représente 12% de l'ensemble des étudiants, notre objectif c'est d'atteindre 20 %. En même temps que nous avons cette volonté d'accueillir plus d'étudiants français, nous avons aussi l'ambition d'accueillir plus d'étudiants étrangers. Pas simplement parce que nous aurions un devoir de solidarité internationale, même si nous l'avons, mais tout simplement parce que c'est une chance pour la France d'accueillir des jeunes de tous les continents qui vont nous apporter leur expérience, leur connaissance, leur envie d'apprendre et qui vont également demain être les meilleurs défenseurs des intérêts de la France, y compris sur le plan des idées que nous portons partout dans le monde. Vous connaissez les drames qui aujourd'hui frappent le Moyen-Orient, ces jeunes ou moins jeunes qui quittent la Syrie ou l'Irak, parmi ceux-là, il y a des étudiants. Nous devons faire en sorte que ceux qui se présentent à nous puissent aussi reprendre le cours de leurs études.

Je suis allé pas loin d'ici, c'était à Cergy-Pontoise, rencontrer ces réfugiés, pas si nombreux d'ailleurs, qui étaient dans notre pays depuis plusieurs jours, beaucoup étaient jeunes, je les ai interrogés : « où étiez-vous, qu'est-ce que vous faisiez ? ». Beaucoup étaient étudiants. Alors leur première demande, presque avant de parler de logement ou avant de parler de leurs propres conditions de vie, c'était : « est-ce que l'on va pouvoir entrer dans un nouveau cycle universitaire ? ». C'est notre devoir. Mais au-delà de ces situations, nous voulons accueillir davantage d'étudiants étrangers.

Cette confiance, nous ne devons pas la décevoir. Nous devons donc faire en sorte que cette démocratisation en soit véritablement une, c'est-à-dire que les jeunes puissent être dans les conditions, non seulement d'accéder à l'enseignement supérieur, mais en même temps de pouvoir y rester. Rien de pire que la sélection par l'échec. Rien de pire que la déception d'avoir suivi un 1er cycle universitaire et de ne pas l'avoir prolongé. Pour parvenir à cette véritable démocratisation qui permet aussi de lutter contre la fatalité sociale, la reproduction que l'on connaît bien, même si je crois que maintenant avec le nombre d'étudiants qui sont dans nos universités, dans notre enseignement supérieur, il y a heureusement une réduction des disparités sociales.

Mais nous devons faire en sorte que nous puissions mobiliser davantage de bourses, sur critères sociaux, et nous avons consacré depuis 2012, le Gouvernement, 500 millions d'euros pour cette

rentrée universitaire. Pour cette seule rentrée universitaire, il y a 135 000 boursiers supplémentaires sur un total de près de 700 000 boursiers, 660 000 si je veux être juste. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire qu'un étudiant sur quatre est aidé financièrement par l'Etat. Je ne parle pas simplement des avantages fiscaux qui peuvent être liés à la présence d'un étudiant dans le foyer. Pourquoi voulons-nous qu'il y ait ces soutiens, même si quelquefois ils sont encore trop modestes par rapport à ce qu'est la situation de beaucoup d'entre vous ? Mais parce que c'est la condition pour que vous puissiez faire des études et les réussir. Parce que nous avons également écarté la sélection par l'argent. D'ailleurs, cette année, les droits d'inscription n'augmenteront pas, c'est la première fois depuis des années. C'est vrai qu'il y a des pays qui considèrent que la preuve de la qualité de l'enseignement supérieur c'est des droits d'inscription élevés. On connaît ces pays. Parfois ils réussissent £ mais il y a d'autres modèles, les Allemands par exemple, les Scandinaves ont le même système que nous, des droits d'inscription relativement modestes. Ce qui d'ailleurs pose un problème pour le fonctionnement des universités, j'en conviens. Donc ce que nous ne demandons pas aux étudiants à travers des droits d'inscription nous devons le demander à la communauté nationale, au titre de la solidarité. Je vais d'ailleurs là-dessus vous dire aussi un sentiment que j'ai. Quand je vois des étudiants qui sont sortis de nos universités, de nos grandes écoles et qui à juste raison, veulent valoriser leur diplôme, je leur dis : « penser aussi à ce que l'Etat et vos parents ont pu accomplir pour vous £ pensez que toutes ces études ont été financées. Ne croyez pas que vous êtes simplement le produit d'une sélection, le produit d'une réussite. Vous avez du mérite, vous avez travaillé, mais vous le devez aussi à ce qu'a pu faire l'Etat pour vous £ et vous pouvez aussi à un moment rendre à l'Etat ce qu'il vous a apporté, à la République pour qu'elle puisse continuer, pour vos propres enfants demain et pour la réussite du pays, ce qu'elle vous a déjà permis de faire ». Donc nous ne voulons pas de sélection par l'argent, mais nous voulons aussi que les étudiants puissent avoir une expérience professionnelle. C'est toute la question, parfois controversée des stages. La loi du 10 août 2014, non seulement a considéré que les stages devaient trouver leur place dans l'enseignement supérieur mais que ces stages devaient être mieux rémunérés, mieux contrôlés quelquefois. Je sais aussi qu'il y a des étudiants qui pour poursuivre leurs études travaillent. Nous avons fait en sorte qu'il puisse y avoir la prime d'activité pour les accompagner, et cela va concerner 100 000 étudiants.

Nous voulons aussi faciliter l'accès au logement. C'est une grande question qui concerne également votre université puisqu'ici vous allez également faire construire ou construire des logements. Parce que nous voulons avoir des campus, parce que nous voulons aussi que les étudiants puissent ne pas passer trop de temps dans les transports. Donc nous avons depuis 2013 construit 12 000 logements étudiants. Il y en aura 40 000 d'ici 2017. Nous avons introduit un mécanisme, la caution locative étudiante, pour permettre justement qu'un certain nombre d'entre vous puisse, alors qu'ils n'ont pas forcément la garantie de leurs parents, accéder au logement.

La ministre, avec Thierry MANDON aussi, prépare un plan national de vie étudiante qui va permettre, ici comme ailleurs, de renforcer l'accès au droit, permettre l'engagement -plusieurs fois cette question est revenue- améliorer l'accès à la santé, faire en sorte que la vie dans les campus puisse être également aussi attrayante que possible. Ce plan sera présenté dans les prochaines semaines et intégrera une promesse que j'avais faite qui est maintenant accomplie, qui est l'année de césure dans les parcours. Faire que, au cours d'un cycle universitaire, il soit possible d'arrêter un moment soit parce qu'il y a une volonté d'engagement, soit parce qu'il y a une volonté personnelle, soit parce qu'il y a - cela m'a été posé une volonté de création d'entreprise pour ensuite revenir dans le parcours universitaire.

Voilà ce que nous avons voulu, la démocratisation qui n'est pas la massification. La massification donne l'impression que l'on veut simplement faire du nombre. La démocratisation c'est faire de la réussite. Pour assurer cette réussite nous nous sommes posé la question : comment faire que notre système d'enseignement supérieur - qui repose sur l'histoire, sur l'identité de beaucoup d'établissements parfois les plus prestigieux - comment faire pour que nous puissions créer une

véritable communauté d'enseignement supérieur ? Alors la loi, qui a été votée en juillet 2013, a introduit le regroupement des établissements d'enseignement supérieur et des organismes de recherche et également modernisé leur gouvernance. Si vous voulez un exemple, c'est celui du pôle de Saclay, parce qu'il a permis de regrouper deux universités, des grandes écoles, des organismes de recherche et ensemble, être à la taille nécessaire non pas simplement parce que ce serait grand ou parce que ce serait gros, mais parce que ce serait à la bonne taille pour pouvoir mutualiser, faire converger et donner aussi une forme de label d'excellence. C'est également ce que nous avons voulu faire à travers la reconnaissance par les IDEX.

Il y a eu pendant la discussion de cette loi un débat comme il en existe parfois en France, c'est-à-dire sur des évidences, mais avec des positions extrêmement tranchées. La question au moment du débat - je parle devant les parlementaires - c'était de savoir s'il fallait permettre qu'il y ait des enseignements en langue anglaise dans les universités ? Je suis très attaché à la francophonie, mais penser qu'il ne serait pas possible de dispenser des enseignements en langue anglaise, parfois à des étudiants qui eux-mêmes sont étrangers, ne pas accueillir tous les chercheurs-étudiants qui voudraient nous rejoindre, penser qu'il y aurait comme une entorse aux principes fondamentaux presque républicains, à nos Droits de l'Homme, que d'avoir des cours qui puissent être dispensés, pendant un temps, en anglais, c'est ne pas comprendre ce qu'est le système universitaire. Ici vous avez ces cours-là et je pense que c'est très important, pour l'attractivité, le rayonnement, et donc pour la langue française. Car à un moment ou à un autre, les étudiants étrangers finissent par parler français. Ce qui est quand même un atout aussi pour notre pays. Deuxième enjeu : regroupement, ouverture internationale, nouvelles technologies. Le numérique fait partie des grands instruments qui contribuent à la modernisation de l'enseignement supérieur. Là aussi débat sans fin, est-ce que le numérique ne va pas remplacer les enseignements traditionnels ? Est-ce que le numérique ne va pas ôter le rôle de l'enseignant ? Mais le numérique c'est aussi la possibilité d'avoir des informations, des connaissances et des savoirs qui viennent du monde entier, à condition de pouvoir les analyser, les décrypter ! C'est également cette aventure extraordinaire des MOOC qui permet justement de pouvoir partager avec beaucoup de pays francophones ce que nous avons en commun, et cela fait aussi partie de vos réussites ici à Saclay.

Alors une fois que l'on a parlé de ce que nous avons déjà fait, des structures que nous avons mises en place, de notre volonté d'accueillir de notre fierté de pouvoir aujourd'hui être parmi les meilleurs, faut-il encore réfléchir à ce que nous voulons faire de l'enseignement supérieur à 10 ans ?

Pourquoi 10 ans ? Parce que si c'est au-delà de 10 ans personne ne pense que c'est possible, et si c'est en deçà de 10 ans, personne ne pense que c'est réalisable. Donc 10 ans c'est un bon objectif. Nous avons demandé à deux grands universitaires, Bertrand MONTHUBERT et Sophie BEJEAN, de réfléchir à une stratégie nationale de l'Enseignement supérieur, de dire qu'est-ce qu'on peut attendre de l'enseignement supérieur et qu'est-ce que l'enseignement supérieur peut attendre de l'Etat et des collectivités locales, parce que nous sommes maintenant liés ? C'est ce que ces auteurs ont pu faire et m'ont présenté autour de l'idée de faire de la société française une société apprenante. Je ne sais pas si c'est bien français de dire société apprenante mais le néologisme a quand même son intérêt. Cela veut dire apprendre tout au long de sa vie, c'est-à-dire apprendre bien, cela veut dire toujours essayer de savoir et de comprendre, et cette société apprenante nous permet d'avoir une ambition en termes d'élévation de la qualification, d'utiliser pleinement la révolution numérique, de pouvoir proposer ce défi-là non seulement à des jeunes mais aussi à des moins jeunes et notamment à des salariés, et de faire de cette société apprenante une société de croissance durable. Cette stratégie elle est soutenue par un objectif majeur et que je prends, pour ce qui me concerne, comme un objectif qui doit être celui de la nation.

Amener 60% d'une classe d'âge à un diplôme d'Enseignement supérieur, dans 10 ans, dont 50% au niveau de la licence et 25% au niveau du master. Alors on me dira « mais est-ce que c'est bien réaliste, est-ce que c'est bien possible ? » Il y a longtemps, un Président de la République Française MITTERRAND avait parlé de 80% d'une classe d'âge au niveau du

REPUBLIQUE, FRANÇOIS MITTERRAND, avait parlé de 60% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, cela a pris plus de 10 ans, mais cela s'est fait, et aujourd'hui on doit avoir la même ambition, élever le niveau de connaissances, et avoir ce taux de 60% c'est nous mettre, non pas beaucoup plus haut que les autres, parce que les autres pays ont également cette volonté, donc c'est rester dans la course et si possible la faire devant. Et j'attends donc que les ministres reprennent les conclusions de ce que l'on appelle ce rapport StraNES et en fasse la traduction, non pas dans une autre langue, mais dans une langue financière et administrative. Qu'est-ce que cela veut dire, quand on a cet objectif, qu'est-ce que cela veut dire en termes de moyens financiers, en termes d'organisation, en termes de mobilisation, qu'est-ce que cela veut dire en termes d'accompagnement des étudiants, qu'est-ce que cela veut dire en termes d'orientation des étudiants ?

L'orientation, c'est majeur, il faut éviter les égarements qui conduisent à l'échec, il faut faire en sorte que la réussite dans les premiers cycles universitaires puisse être complète. Ce qui suppose d'améliorer l'information, la sensibilisation des jeunes dès le lycée, le lien entre votre université et déjà les lycées de l'Ile-de-France qui peuvent être concernés, donc les lycéens.

Nous devons aussi faire que le choix d'une filière corresponde non pas à un destin, parfois on s'inscrit sans avoir encore complètement décidé de son métier, mais au moins d'une envie, d'une volonté, d'une ambition, il ne faut pas que l'orientation soit simplement une facilité, on va vers les mêmes filières, toujours les mêmes, et on les reproduit, alors même que ce n'est pas forcément ni le désir, ni le besoin de l'économie. Il faut éviter aussi ce qui est encore de plus fâcheux, c'est-à-dire le tirage au sort, je suis allé dans une filière universitaire parce que j'ai été, je n'ai pas choisi, mais j'ai été choisi, mais pas sur mes qualités, choisi simplement sur un tirage au sort. Donc nous devons faire en sorte qu'il puisse y avoir des orientations qui soient mieux maîtrisées, mieux comprises, mieux accompagnées, et avec des capacités d'accueil qui aussi correspondent aux volontés et aux choix, mais qui correspondent aussi aux besoins de l'économie. On ne peut pas emmener des jeunes vers des filières, parfois longues, alors que l'on sait parfaitement qu'il n'y aura pas ensuite de débouché.

Donc, nous allons réformer l'orientation, tout en évitant la sélection. Je sais qu'il y a des filières sélectives, nous en avons d'excellentes, de remarquables, bien connues, le système des grandes écoles, mais ne laissons pas croire que l'université c'est le diplôme garanti. C'est un travail, c'est un investissement, c'est un engagement, et ce qui compte c'est le niveau qui va être reconnu au plan intérieur et au plan international. Ce que nous avons voulu faire justement avec ces regroupements, c'est que les élèves des grandes écoles, comme les étudiants des universités, puissent avoir une mobilité, que les uns viennent faire de la recherche dans les universités, que les étudiants puissent aller vers les grandes écoles pour que, ensuite, nous puissions être plus forts collectivement et plus assurés individuellement.

Je le disais, l'université ce n'est pas simplement le lieu de formation initiale des jeunes, de vous, c'est aussi l'objectif de former tout au long de la vie, d'avoir des allers-retours entre l'emploi et le lieu de formation, ce que vous allez avoir forcément dans votre vie, ce que dans ma génération il était hors de question d'imaginer. Or, aujourd'hui, compte tenu de la rapidité des évolutions technologiques, de changements des emplois, de ce que va provoquer à la fois le numérique, la transition énergétique, écologique, il va falloir de toute façon, réapprendre. Donc nous allons faire en sorte que l'université puisse, avec l'Enseignement supérieur, y parvenir.

J'arrive à votre université, Paris Saclay, je salue donc son président, regroupement large d'établissements, je l'ai dit, des grandes écoles ici présentes qui vont être de plus en plus nombreuses, avec les universités, avec les centres de recherche et c'est un rassemblement de forces inouï que vous avez été capable d'accomplir. Il se trouve que dans ma vie universitaire (j'en ai eu une !) aller sur le plateau de Saclay, ou de Jouy-en-Josas, c'était considéré comme une expatriation. Il y avait eu même des mouvements étudiants pour empêcher de partir. Il est vrai qu'il n'y avait pas de moyen de transport, à l'époque, vous avez remarqué que maintenant il y en a de nombreux, donc vous voyez ce qu'il nous reste à faire, et des engagements qui ont été pris et des investissements qu'il faudra faire. Mais, je reviens à ce qui s'est passé ici, avec cette volonté commune qui fait que vous êtes ici dans un ensemble où il y a des activités multiples.

Vous allez faire un projet de vie universitaire, de quelques années, qui va être aussi un projet où vous allez échanger, vous mêler, et pouvoir avoir une expérience incomparable et une identification, une labellisation incomparable. Il faut avoir ces lieux exceptionnels, connus de partout. On les cite souvent, on les cite à l'étranger, on ne les citait pas beaucoup en France, on citait des écoles, on citait des universités, mais on ne citait pas les ensembles. Aujourd'hui, Paris Saclay, ça sera un ensemble. Pas simplement un ensemble de connaissances, un ensemble de recherches, car la recherche c'est l'élément essentiel.

Alors pour cela, il faut investir. C'est la responsabilité de l'Etat, je crois que c'est de l'ordre de 1,5 milliard, c'est considérable. Il y a un jury, le Programme d'Investissements d'Avenir, son président est là, Louis SCHWEITZER, c'est lui qui a aujourd'hui, des moyens importants, vous devez le considérer, car il vous juge, puisque, même si ce n'est pas lui, mais un jury international est constitué, nous l'avons voulu. Parce que ce que nous voulions c'est que ce soit reconnu. Pas simplement par la volonté présidentielle, ou ministérielle, parce que nous l'aurions dit, c'est ici, non, nous voulions que ce soit une reconnaissance internationale par les meilleurs chercheurs et universitaires. Je crois que vous serez dans le fameux classement de Shanghai, mais je n'ai aucune information particulière, et ce classement n'est pas non plus, pour nous la connaissance suprême, mais vous serez parmi les meilleurs. Je l'ai dit, vous avez ici un potentiel formidable, c'est ici que vous allez avoir les formations les plus élevées de master et de doctorat, et vous devez poursuivre cet objectif, continûment.

C'est une opportunité, je le dis devant les élus, pour le territoire. Les élus, qui sont de plus en plus sollicités, il y a l'Etat, et puis la région, les départements, et les agglomérations ou les villes. Elles doivent comprendre, ces collectivités, que c'est un enjeu pour leur propre image, pour leur propre territoire, que cela va avoir des conséquences considérables en termes de créations d'entreprises, de logements, de vie commune, que c'est une chance aussi exceptionnelle que d'avoir autant de jeunes qui puissent ainsi être présents, que ce soit même reconnu au plan international. Alors il faut qu'il y ait cette synergie, il ne faut pas que ce soit une bataille simplement sur qui va payer et combien, ou qui va avant les logements, qui va avoir les lieux de recherche, c'est pourquoi j'ai demandé au préfet de la région Ile-de-France de se consacrer pleinement à cette tâche pour que nous puissions faire vivre ce territoire et le lier à la capitale par les moyens de transport les plus modernes. Donc il y aura des infrastructures importantes qui vont être créées sur le plateau, il y aura l'arrivée d'une ligne de métro, qui complètera la desserte routière. Il y a le campus de Saclay lui-même, avec les moyens du PIA, Programme des Investissements d'Avenir, dont je veux souligner, une fois encore, le rôle. Pourquoi ?

Ce PIA, Programme des Investissements d'Avenir, représente à peu près 36 milliards d'euros de financements qui ont été déjà engagés, ou sont sur le point de l'être. Nous allons ré-ajouter 10 milliards d'euros, alors cela ne veut pas dire forcément grand chose pour vous, mais cela représente 24 milliards pour l'Enseignement supérieur, la formation et la recherche, c'est-à-dire sur ces moyens-là, 24 milliards sont consacrés à la recherche, les deux tiers. Parce que c'est cela que nous voulions donner comme message, la confiance dans l'avenir, cela s'appelle Programme des Investissements d'Avenir. Vous êtes l'avenir, l'université est l'avenir, la recherche c'est l'avenir, donc l'essentiel des moyens c'est pour avoir des équipements de pointe, des programmes d'excellence, la pluridisciplinarité, le rapprochement recherche, formation, entreprise.

Et le PIA va connaître un nouveau développement, j'en ait fait l'annonce il y a quelques mois, je la confirme ici, nous allons ouvrir un nouveau programme, un nouvel emprunt, pour financer de nouvelles opérations, parce que nous voulons qu'il y ait davantage de masters, que nous voulions aussi valoriser ces formations, dans l'innovation, dans la création de start-up, ça c'est un point très important.

L'université c'est un lieu de création d'entreprises, l'enseignement supérieur en général, les grandes écoles également. Maintenant dans toutes les écoles, toutes les universités il y a un lieu dédié à la création. J'ai même rencontré, il est là, le vice-président de l'université qui lui est déjà créateur d'entreprise, et qui se demande s'il va pouvoir rester étudiant. Il est déjà vice-président

de l'université ! S'il veut être Président un jour il faut qu'il reste à l'université, ou alors il a une autre ambition, mais qu'il la déclare. !

Mais pouvoir créer son entreprise ou pouvoir la faire créer dans l'université, dans l'école, et avoir la possibilité pour d'autres de créer des emplois, c'est quand même une ambition que nous devons porter. Ce qui suppose qu'il y ait des lieux qui soient dédiés, des accompagnateurs, des banquiers qui puissent également apporter leur financement. Maintenant c'est aussi le rôle de l'université. Il y a de plus en plus d'étudiants qui créent des entreprises. Pour cela, je souhaite que le programme des investissements d'avenir ait dans ses critères la volonté de faire prévaloir tout ce qui peut être la diffusion de la création d'emplois, la diffusion de la technologie, la diffusion de l'innovation et notamment du côté des petites et moyennes entreprises. Donc un PIA de 10 milliards sera lancé en 2016 et il viendra en accompagnement des grandes orientations que je viens de dessiner. Voilà ce que je voulais vous dire.

Notre système d'enseignement supérieur est un enjeu majeur pour notre pays. Notre système d'enseignement supérieur avance et il est beaucoup plus mobile, beaucoup plus déterminé qu'il n'est dit, le plus souple. Longtemps on a regardé les universités comme des lieux de menaces. Cela remontait à loin, on craignait même les concentrations d'étudiants. C'est pour cela qu'on les avait sans doute un peu éloignées de la capitale. On pensait que les universitaires ne voulaient pas changer et qu'ils s'étaient repliés sur leurs laboratoires ou dans leurs amphithéâtres. C'est tout le contraire qui s'est produit. Quand on a proposé cette grande ambition et que de nouveau elle figure comme priorité nationale, il y a une mobilisation. Des étudiants - je l'espère - des enseignants-chercheurs - j'en suis sûr - des professeurs, de toutes les catégories de personnels ici dans l'université, et qui ont eu même la capacité de se regrouper, ce qui n'allait pas de soi, d'aller chercher des financements, d'aller rencontrer des partenaires, qui quelquefois étaient mis de côté, des grands organismes de recherche, et aussi les entreprises. Longtemps les entreprises ont été à la frontière, on craignait qu'elles viennent professionnaliser l'université et puis les entreprises se demandaient si les universitaires n'allaient pas leur imposer des modes de recherche qui ne correspondaient pas à leurs intérêts immédiats ! Non cela ne correspondait pas à leurs intérêts immédiats. C'était l'intérêt du pays, et ensemble tout le monde s'est parlé, élus, chefs d'entreprises, chercheurs, universitaires, grandes écoles, et cela a donné ce qui est en train de se mettre en mouvement.

C'est là-dessus que je voulais terminer pour dire combien notre pays est capable d'avancer. On le croit parfois figé, on le croit parfois frileux, mais dès lors qu'on lui propose un projet, dès lors qu'on lui dit qu'il a des garanties fondamentales la garantie fondamentale pour l'université d'enseignement supérieur, c'est l'autonomie, c'est de pouvoir accéder à l'université sans frein autre que celui de l'envie qui est d'y réussir dès lors qu'on lui propose cette perspective, qu'on lui donne ces garanties, le système d'enseignement supérieur est comme toute la France, il veut avancer. Il veut réussir, mais à condition aussi qu'on lui donne toutes les conditions pour y parvenir : les financements, le budget sera sanctuarisé. Des financements il y en aura par le programme des investissements d'avenir. Le financement il y en aura aussi par la formation professionnelle pour permettre aussi aux salariés de venir se former dans l'enseignement supérieur.

Donc dès lors qu'on lui donne des finances, qu'on lui donne aussi une fierté, une fierté de dire que vous êtes l'avenir de la nation et que c'est là que se joue aussi notre destin, alors nous sommes sûrs de l'emporter. Parce qu'ici j'ai été frappé, en restant pourtant peu de temps, par cette pluridisciplinarité, par cette diversité que vous représentez, par aussi ces établissements nombreux que vous avez pu ici fédérer et qui correspondent à une volonté toute simple qui finalement a toujours fait avancer l'université et l'enseignement supérieur, le progrès. Ici vous êtes tous des militants du progrès, du progrès humain, du progrès scientifique, du progrès économique, du progrès social, du progrès écologique aujourd'hui nécessaire et le progrès, il se fait dans les universités.

Merci d'être des étudiants, des enseignants qui, d'une certaine façon, sont les artisans du progrès dans notre pays. Vive la République et vive la France.